Cahier de doléances du Tiers État de Steenvoorde (Nord)

Plaintes, doléances et remontrances faites par le soussigné et autres habitans pareillement soussignés, par devant le sieur Neuwe, bailli du bourg de Steenvoorde, président de l'assemblée des habitans indiquée et tenue ce jourd'hui, 17^e du mois de mars 1789.

1 Le soussigné et autres habitans pareillement soussignés supplient très humblement S. M. d'ordonner pour meilleure administration de la justice, police et finances qu'incontinent aprez la reddition des comptes de la communauté, les officiers municipaux ou gens de loi de ce bourg seront changés annuellement au lieu de rester vingt et trente années en exercice,

2 Que les dits officiers, excepté le bailli et le greffier, qui resteront à la nomination du seigneur, seront choisis parmi les plus notables habitans de ce bourg, à la nomination du peuple.

3 Que le tiers de ces anciens officiers ne restera que deux années en exercice pour faciliter aux nouveaux élus la connoissance des affaires passées.

4 Que les marguilliers, peauvriseurs, etc., seront élus et changés comme les précédens.

5 Que les impositions se feront, à l'avenir, avec pleine connoissance du publicq, et que les deniers provenant des dittes impositions seront pareillement administrés et repartis avec consentement de la commune, sans en faire un secret, qui jusqu'apprésent n'est fondé que sur l'arbitraire pour opprimer nos biens, fouler nos droits, avec la liberté de la nation.

6 Que les salaires de nos officiers municipaux, greffiers et autres suppôts de la justice seront réglés et restreints dans des justes bornes de la modération, attendu que la longueur des procédures n'est malheureusement apprésent que trop commune, au détriment et à la ruine des plaideurs.

7 Que toutes ordonnances politiques, au lieu d'être fondées sur l'arbitraire, pour excéder le peuple par des amendes et des mulctes¹ inconséquentes, seront légalement rendues.

8 Que toutes les dépenses faites par la Cour de Cassel et les autres officiers municipaux, tant en festins que pour l'entretien d'une foule de souverains, archers, ou sergents, créés pour vexer le publicq, seront à la charge de leurs commettans.

9 Que les habitans de ce bourg ainsi que leurs biens, terres et possessions, seront déclarés indépendans de la Cour de Cassel et directement envoyés par appel au présidial des Flandres.

10 Que les deniers qui seront prélevés pour acquitter les impositions roiales seront directement versés dans la même caisse établie pour y déposer ceux des villes de Bailleul, Hazebrouck, etc., afin que S. M. puisse sûrement toucher ce qui lui est dû, sans passer par les mains du tiers et du quart.

11 Que la chaussée ruineuse construite et conduite par dessus le mont Cassel avec des frais énormissimes, tandis qu'en la conduisant par le plat pays et ce bourg directement au village de Wormhoudt, on eut racourci la route de plusieurs lieues, épargné au publicq des sommes immenses, tant pour la construction, l'emplacement et l'entretien de la dite chaussée, dont les habitans de ce bourg ne retirent aucun profit ; qu'en un mot les négocians voyageurs et voituriers eussent considérablement gagné sur l'étendue de la dite route et ne seroient pas journellement exposé à trouver des difficultés insurmontables pour grimper et descendre laditte montagne, véritable écueil, ruine de leurs chevaux et de toutes autres bêtes de somme qui se trouvent dans la nécessité d'y passer.

12 Qu'en conséquence de tout ce que dessus, nous supplions très humblement S. M. de décharger notre bourg de contribuer ultérieurement à l'entretien de cette chaussée ruineuse, et de nous octroyer, conformément aux vœux de toute la nation, une nouvelle chaussée au travers le plat pays et par ce bourg,

1 Vexations.

avec offre d'y suppléer, et contribuer suivant l'étendue et nos facultés juridictionnelles.

13 Cette décharge avec l'octroi que nous osons réclamer ne sont pas seulement fondés sur les frais excessifs accumulés pour l'entretien de la première chaussée et de plusieurs autres chaussées qui conduisent à quelques campagnes particulières, sous le spécieux prétexte de faciliter le transport des denrées au marché de Cassel, mais aussi parce que, par son emplacement ruineux pour ce bourg, il annéantit totalement notre commerce, foires et marchés, jadis brillants par une position heureuse.

14 Qu'après cette désolation et la misère que nous éprouvons par l'arbitraire, on nous a arraché encore la vierschaire² royale qui porte le nom de ce bourg, pour en décorer la Cour de Cassel ; par quel coup chaque individu de ce bourg souffre des tords irréparables, tandis qu'il ne sert qu'à enrichir ceux qui composent la dite Cour de Cassel et les habitans de cette ville.

15 Par quel coup encore, la justice et la police de cette juridiction languissent tellement que pour des affaires qui ne souffrent qu'un bref délai prescrit par la coutume à peine de nullité, on ne peut obtenir que parties soient signifiées dans la quinzaine, de sorte que pareilles causes qui roulent sur l'estimation et grossation des dommages et intérêts demeurent pour la plupart sans effet.

16 Que la chasse de laditte juridiction est envahie par l'arbitraire ainsi que celles de toutes les autres vierschaires, distribuées par cantons à chaque individu de la Cour de Cassel, au lieu d'être allouées au profit du publicq, de sorte que tous ces coups d'autorité engendrent des altercations et des vexations inouïes, dont les plus grands seigneurs même ne sont pas à l'abri.

17 Que pour obvier à tous ces abus, voir fleurir la justice languissante sous cette juridiction, obtenir une restitution commune, nous réclamons, avec toute la justice dont notre cause est revêtue, laditte vierschaire avec toute l'étendue de sa juridiction en ce bourg, sur le pied qu'elle y étoit anciennement établie, et sous telles autres restrictions et modifications que S. M. trouvera convenables.

18 Que les mêmes représentans supplient S. M. de ne point tolérer à l'avenir que nos tribunaux municipaux soient composés d'une lignée de parenté fondée sur l'arbitraire absolu qui les nomme.

19 Qu'ils demandent la suppression du droit d'escart et du don gratuit dont le bail est expiré depuis nombre d'années.

20 Qu'il est de toute nécessité que S. M. fasse une répartition juste des impositions à faire sur les consommations des subdélégués et autres gens aisés de notre Flandre maritime, qui jouissent d'exemptions, tels que ceux qui possèdent des emplois lucratifs, appelés receveurs des domaines et puisque la classe la plus indigente est d'autant plus grevée au moyen desdites exemptions.

21 Qu'il seroit même beaucoup plus avantageux et pour le bien de l'État, celui de la province, que les charges des subdélégués fussent supprimées ou du moins l'augmentation de leur pension.

22 Que les vieux bois qui sont d'un bien plus grand produit que toutes les autres terres et qui cependant ne payent qu'un quart ou environ dans les impositions, doivent être taxés à l'avenant de leur dit produit et valeur.

23 Finalement, les soussignés placés sous un département régi par l'arbitraire et sous le sceau du plus grand secret demandent une constitution semblable à celle du Dauphiné et se réfèrent pour tous les points qui ne sont point de leur connoissance, aux pétitions, remontrances, doléances et plaintes formées par les villes de Bailleul, Hazebrouck. etc., en se réservant toutes fois d'amplifier leurs dites remontrances, plaintes et doléances à la prochaine assemblée qui se tiendra à Bailleul le 30 mars 1789.

Fait à Steenvoorde, jour, mois et an que dessus.

Van Bambeke l'aîné, av^t.

24 Amplification pour les soussignés, qui remontent que dans la chàtellenie de Cassel on demande pour l'année 1788 douze mille transports, qui portent pour la chàtellenie, non compris Merville, à cinq cent trente cinq mille livres parisis, somme exorbitante pour acquitter les dépenses, tandis que le roy n'en profite que quarante quatre livres dix sols parisis par millier de transport.

Van Bambeke l'aîné, av^t.

De la quelle somme sont encore exceptés les impositions, moulages, vingtièmes et autres impositions par dessus la somme préditte.

Van Bambeke l'aîné, av^t.

25 Représentent encore les soussignés par forme d'amplification que ceux de ce bourg et juridiction de Steenvoorde sont taxées aux environs de 2000 mesures, tandis que ceux de la vierschaire ne sont taxées qu'à environ 5000 mesures et que deux personnes doivent payer au moins pour cinq individus de laditte vierschaire.

26 Que nos ancêtres ont batti des maisons qui ont été imposées sur le pied de quatre et cinq mesures, si avant que les officiers municipaux ne se sont point contentés de cette taxe exorbitante ; ils l'ont portée jusqu'à une, deux, trois et quatre mesures au delà, suivant la qualité, facultés et négoce des représentans.

27 Que les plus aisés de ce bourg sont beaucoup moins imposés que la classe des indigens.

28 Que les ponts et chaussées seront entretenues par les juridictions respectives.

29 Qu'il soit permis à la communauté de bâtir un hôpital à leur charge, pour y insérer les peuvres et qu'il soit permis aux directeurs d'iceului d'envoyer les débauchés et vagabonds aux isles.

30 Qu'à nos officiers municipaux il soit enjoint de rendre compte des deniers provenans du don gratuit.

31 Et qu'audit aux enterremens on demande un règlement parce que le clergé et les officiers municipaux ont considérablement augmenté les droits à l'insçu de la commune.

Apprez la rédaction du cahier, les représentans l'ont trouvé conforme à leurs intentions, l'ont signé et ont procédé sur le champ à l'élection de leurs députés conformément au nombre des feux qui passent les 300.

Apprez rédaction faite du cahier cy dessus, les soussignés et tous les autres susmentionnés ont procédé à l'élection de leurs 4 députés, dont le choix est tombé sur les s^r..., avec offre de le ratifier, étant requis.

Fait à la ditte assemblée, jour, mois et an que dessus.

Apprez vottation faite le choix des députés cy dessus est tombé sur les sieurs Charles Van Bambeke, av^t, Van Uxeem, Frans Clayes et Ignace de Beyer, avec offre de le ratifier.

L. A. F. Neuwe.

Supplément 1^{er}

Cahier de plaintes, doléances et remontrances du Tiers État du bourg et marquisat de la Viefville de Steenvoorde.

Il n'y a aucune ville, aucun bourg dans toute la Flandre qui ait de plaintes et doléances si crians et si grands que le bourg de Steenvoorde.

1^{ere} plainte et doléance :

Vers l'an 1754 à 1756, les chefs collèges de la Flandre ont fait construire la grande chaussée et fait passer de Bailleul à Bergues par le mont et la ville de Cassel faisant un détour de 6 à 7 quarts de lieue, quoyqu'elle devoit passer naturellement par le bourg de Steenvoorde à beaucoup moins de frais et, qui plus est, selon le bien public.

2 La suppression de la vierschaire de Steenvoorde et l'union du lucratif dicelle à la Cour d'icelle, est aussi contre le bien public, y ayant de cantons de laditte vierschaire éloignés de Cassel de plus de 4 lieues : ce qui a ruiné notre marché et enrichi la ville de Cassel, et augmenté le, marché de Cassel, sans que quelque autre a profité la moindre chose.

3 Notre bourg ainsi dénués de toute ressource et passage, privé de celui de Cassel à Ypres par les frontières, domination de l'Empereur, privé du passage de Lille à Dunkerke, et privé de la vierschaire roiale

de Steenvoorde, on nous fait toujours payer les mêmes charges et impositions, qu'on nous faisoit payer dans le tems florissant de notre bourg.

4 Nous remontrons que nous aimerions être gouvernés par notre propre Magistrat, avec l'aveu de la commune, et à cette cause être absolument indépendant de la Cour de Cassel en toutes choses, et pour l'appel des litiges d'aller droit à Bailleul pour gagner une instance et abrégier les procès.

5 Suplier S. M. de fonder dans la Flandre l'administration provinciale et que les officiers municipaux seroient choisis par les notables afin d'obvier à l'avenir à des abus si crians, comme notre première plainte.

6 Solliciter très humblement S. M. de supprimer les bourgeoisies de Bailleul, Cassel, Bergues et Bourbourg en Flandres et de faire cesser leurs exactions privilégiées nommées droit d'issue : S. M. l'Empereur, apercevant l'iniquité de ces exactions a déjà supprimé le droit d'issue de la ville d'Ipres, Furnes, Poperinge, etc., et qui ne subsistent actuellement que pour rendre la représaille à celle sous domination française.

7 Suplier S. M. afin que chaque bourg ou village auroit la liberté et permission de bâtir chez eux une maison de charité pour les pauvres vieillards, etc.

8 Il seroit à souhaiter que la recette des domaines du Roi seroit donné à titre de bail au rabais du moins offrant comme on alloue la collecte des impositions, etc., moyennant caution et certifiant ; il en résulteroit que ladite recette donneroit état à un bourgeois du bourg et qu'il en couteroit moins au Roi.

Supplément 2

Amplification des plaintes et doléances du Tiers État du bourg et marquisat de la Vieville de Steenvoorde.

Sur la 1^{ère} doléance :

Le bourg de Steenvoorde scitués sur deux grands chemins qui se croisent, c'est-à-dire de Bailleul à Bergues (et par conséquent de Lille à Dunkerke) et de Cassel à Ipres, a été longtemps pour ainsi dire l'entrepôt et le magasin des environs ; car anciennement les chemins qui menaient à monter la montagne et la ville de Cassel étoient pendant 8 à 9 mois de l'année impraticable, surtout pour y aller à chariot. Steenvoorde en profitoit, car les villages circumvoisins qui n'avoient aucune ville ni bourg plus facile ni plus proche que Steenvoorde, y venoient en foule pour se procurer les denrées nécessaires à la vie, ainsi que pour y vendre leurs marchandises.

La vierschaire royale, y établie de temps immémorial, contribuoit beaucoup aussi à la prospérité dudit Bourg ; car sa juridiction, qui s'étendoit aux villages de Boeschèpe, Godewaersvelde, Winnezele, Ecke, Hillewaelcappel et aux 5 6^e de la paroisse de Steenvoorde à la campagne, portoit une telle affluence de monde audit bourg, soit pour les litiges, soit pour les adhéritances ou autres affaires, le jour du samedi (jour de plaids) que le marché de ce bourg fut un de plus renommés des environs, et qui valoit bien le double de celui de Cassel : d'où on peut conclure qu'anciennement ce bourg a toujours été très florissant - témoin la fameuse tour, ouvrage gothique, mais une de plus solides du pays ; témoin Sanderus qui dit que trois frères bouchers tuèrent et débitèrent à un jour de marché 99 moutons, et qu'on y venoit de 4 lieues à l'entour acheter de la viande. C'est aussi à cause de cette heureuse situation et par la commodité de la petite rivière qui y passe que ce bourg a toujours été remplis de fabriquans, en fil, en laine, en cuirs, etc.

On se souvient très bien qu'en 1750 à 1753 ce bourg étoit encore très florissant ; on y comptoit 8 maîtres peigneurs de laine (dont un seul faisoit fabriquer autant de laine que tous les peigneurs ensemble d'à présent), 4 maîtres tanneurs, 3 filetiers, et contenoit environ 320 feux. Vers la même époque la ville de Cassel contenoit, tout bien compté, 380 feux, et pour toutes fabriques quelques moulins à l'huile.

Depuis plus de cent ans, suivant la tradition de père en fils à Steenvoorde, l'on a arpenté, mesuré et projeté de construire une chaussée de Lille à Dunkerke ; mais on n'a jamais soupçonnés qu'elle dut un jour passer par Cassel, puisque notre bourg étoit scitués sur la ligne presque directe de Bailleul à Bergues ; et en effet plusieurs chefscollèges de la Flandre Maritime avoient déjà conclue et arrêtés à Bailleul l'an 1738 que la grande chaussée de Lille à Dunkerke passeroit de Bailleul à Bergues par Steenvoorde.

Mais hélas ! la prépondérance de la ville de Cassel par son grand crédit à la Cour, par sa renommée passant pour une grande ville et encore plus par son subdélégué général a prévalu ; et vers l'an 1753 à 1756, malgré la saine raison, le bon sens, l'équité et contre l'attente et le bien public, on a construit à très grands frais une nouvelle chaussée la faisant passer par le mont et la ville de Cassel, c'est-à-dire à sept quarts de lieue plus à l'occident qu'étoit la ligne directe tirée de la ville de Bailleul à celle de Bergues. Dans quelques pays l'on

feroit bien un détour d'une lieue pour éviter une montagne, mais icy l'on en fait un de 6 quarts de lieue pour en trouver une ; quelle absurdité ! Qui plus est, les fabriques dont les matières premières proviennent du crû du pays, établies à Steenvoorde ne méritoient-elles pas indubitablement d'être favorisées ? Fabriques que la saine politique envisage comme les vraies sources de la prospérité d'un pays. C'est ce que les Messieurs de Cassel n'ignoroient pas, puisqu'ils offrent plusieurs faveurs aux fabriquans qui voudroient aller s'y établir en leur ville.

Mais non, malgré tout ce qu'on pourroit dire, et en dépit du bien public, l'on a frustré Steenvoorde dudit passage... Passons les frais inappréciables que le nivellement pour monter et descendre en ziczacq la montagne a coûté de plus qu'il n'eût coûté par Steenvoorde ; passons aussi le détour qu'on y fait de 6 quarts de lieue. Mais est-il bien possible de passer sous silence l'inutilité d'un ouvrage si dispendieux, quand on y doit passer, lorsqu'il a tant soit peu tombée de la neige ? ou gelés un peu ? puisqu'on est obligé de se faire aider par un, deux, et même de six chevaux ? et nous l'avons vus l'hyver dernier, qu'on avoit attelés à la diligence de Lille jusqu'à 15 chevaux.

Sur la 2^e doléance :

Pour ce qui concerne la suppression de la vierschaire de Steenvoorde ou plutôt l'accumulation du lucratif de ladite vierschaire, attirés à la ville de Cassel (car pour le plus pénible, de dresser le rol etc. on l'abandonne aux hoofdmans et asseyeurs) n'est pas moins contre le bien public ; car sous de vains prétextes, des juges plus éclairés, etc., et autres palliatifs, la Cour de Cassel a obtenu du Roi ladite suppression furtivement, et sans que les sujets des vierschaires aient eu le tems de faire leurs humbles remontrances là-contre - mais quand les plaideurs paient aujourd'huy un tiers de plus, des connoissances, apostilles et salaires des procureurs qu'autrefois, et qu'ils font une lieue ou deux plus de chemin, s'en trouvent-ils beaucoup mieux ? et les fermiers de Boeschèpe, Godewaersvelde, Ecke et de Steenvoorde qui y doivent aller prendre adhéritance de quelque bien, sont-ils beaucoup favorisés ? Lorsqu'ils doivent faire le voyage d'une, deux, trois ou quatre lieues de chemin au lieu d'une ou deux tout au plus ? et très souvent par le grand nombre d'affaires ne pouvant être servi, sont obligés à y séjourner à grands frais ? inconvéniens qui ne se trouvoient point à Steenvoorde. A l'égard que les litiges ont à présent une instance de moins qu'avant la suppression de la vierschaire, si l'on obtient la permission d'aller en appel d'icy droit au bailliage, comme l'on espère, cet obstacle sera aussi levés et nous aurons pour lors quelques conseillers pensionnaires de moins à payer à Cassel.

Sur la 3^e doléance :

Le bourg de Steenvoorde, jadis si florissant, depuis qu'on lui a ôté ou enlevé le passage de Lille à Dunkerke, et y supprimé la vierschaire, est entièrement tombé en décadence ; tout commerce presque anéanti ! Le marché réduit à peu de chose, toutes les fabriques languissantes, les loiers des maisons à très bas prix ; le nombre des habitans tellement diminués qu'à la mi-mars 1788, il y eut 10 maisons vuides et cette année au moins 12 - car, à causes des impositions qui vont en croissant presque chaque année, vu le peu de commerce qu'il y a, beaucoup de personnes et même de fabriquans vont s'établir ailleurs - depuis ladite époque le nombre des pauvres y est aussi accrus plus de la moitié, et plus de 120 familles sont actuellement sur le catalogue de la pauvreté ! Par conséquent notre bourg doit avoir nécessairement quelque soulagement de quelque part, pour obvier à sa ruine totale.

Supplément 3

Vœux et supplications du Tiers État du bourg et marquisat de Steenvoorde pour consolidation de ses trois plaintes et doléances.

Vœux sur la première plainte :

Suplier S. M. d'ordonner aux chef collègues ou ceux tenant l'administration provinciale de Flandre, de faire construire un bout de chaussée, du village de Caester, passant par le village d'Ecke et le bourg de Steenvoorde à Wormhout, d'environ 3 lieues, à quel moien on pourra éviter de passer par la montagne de Cassel et coupera une lieue de chemin ; l'obstacle que le bourg de Steenvoorde étoit trop proche de la frontière étant à présent levés par le reculement des frontières, le bourg se trouvant actuellement à 3/4 de lieue de la terre de l'Empire - à nos vœux se joindront les députés des villes de Dunkerke, Bergues, Bailleul, Armentières et Lille, comme nous espérons.

Vœux sur la 2^e et 3^e doléance :

Puisque les Messieurs de Cassel nous ont ôté pour ainsi dire tous les moyens d'exister, nous laissant sans

débouchés, attirant par leur ville la chaussée de Lille à Dunkerke, et attirant chez eux le lucratif de la vierschaire de Steenvoorde, deux points qui nous appartenont selon le bon sens et bien public, nous réclamons la justice du Roi de vouloir faire diminuer de la moitié les impositions de ce bourg et de faire augmenter (comme il est bien juste) celles de la ville de Cassel de la moitié, vus les avantages accumulés dont elle jouit, et cela au seul cas que nous n'obtiendrions pas nos vœux sur la première et seconde plainte et doléance.

Ainsi délibéré par nous, soussignés du Tiers État de Steenvoorde le 17 mars 1789.

J. Clément, Norbertus Carton, L. A. F. Neuwe, Leurèle.

Supplément 4

Amplification pour les habitans du bourg de Steenvoorde :

1 Nous pensons qu'il est de l'Intérêt de la province qu'aucune personne du clergé et de la noblesse ne soient dénommés pour députés aux États généraux pour le Tiers État ; par la raison que l'intérêt du tiers n'est connu que par ceux qui composent son ordre.

2 Nous obvions, au moyen de ce que dessus, aux principes de supériorité que le clergé, le Magistrat et la noblesse tachent de maintenir sur le tiers ordre, qu'ils redoutent de voir venir à quelque chose dans l'ordre politique.

3 Nous supplions en même tems S. M. d'ordonner qu'on respecte absolument toutes lettres confiées à la poste, et qu'on prendra à l'avenir les moiens les plus sûrs pour qu'on n'i porte la moindre atteinte.

4 Nous pensons encore que le cahier du tiers doit être rédigé séparément.

5 Qu'il subsiste une ordonnance du Roy de l'année 1687 une déclaration du 16 octobre 1703, par lesquelles S. M. deffend expressément aux officiers municipaux d'intenter des procès aux particuliers : que pour éluder cette ordonnance, cette déclaration, ils font vexer et entamer des procès à la charge desdits particuliers par leurs procureurs d'office.

Il a pareillement été décidé par le Conseil d'État de S. M. l'an 1738, que la chaussée passeroit par le bourg de Steenvoorde, et nonobstant cette ordonnance, la Cour de Cassel en a surpris une autre qui a causé la ruine du département.

6 Ils prennent en même tems la liberté de représenter au Roi que les habitans du bourg de Steenvoorde et ceux de la vierschaire ont été condamné de payer l'octroi poursuivi par le subdélégué de M. l'Intendant, accordé pour dix années à commencer l'année 1773 ou 1774, à condition que les habitans du village de Terdeghem y contribueroient.

7 Sur cette représentation, S. M. accorda ledit octroy à prélever non seulement sur les habitans dudit bourg et ceux de la vierschaire, mais aussi sur tous autres habitans domiciliés dans une demie lieue de l'arrondissement d'iceluy.

8 Ce nonobstant, ledit subdélégué ordonna que ceux du bourg de Steenvoorde contribueroient seuls au payement dudit octroy, a quel effet on a vexé, sommé avec établissement de gardien, les cabaretiers desdites juridictions par huissier de M. l'intendant afin de les faire payer une livre 10 sols tournois par tonne de bierre.

9 Cet octroy obtenu pour la construction d'une chaussée de Steenvoorde à Cassel, n'a jamais été exécuté suivant sa forme et teneur, jamais on n'a construit la chaussée en question, jamais individu n'a été convoqué pour l'agréer, et jamais on n'a rendu compte des deniers qui en sont provenus.

10 Sur ce même octroy est mû un procès entre les régisseurs d'une part, les cabaretiers et brasseurs d'autre, que les derniers ont gagné par arrêt du parlement de Flandres, et postérieurement perdu par arrêt contradictoire prétendument rendu au Conseil d'État le 29 juin... jour de S^t Pierre, feste générale par le Royaume.

11 Que le même subdélégué a obtenu un pareil octroy l'année 1740, pour vingt ans, par lequel étoit enjoint aux régisseurs de prélever douze pattars par tonne, et nonobstant que cet octroy est depuis longtems expiré, ils continuent à prélever 15 pattars par tonne.

12 Que toutes ces vexations, fondées sur l'arbitraire et sans l'aveu et le consentement desdits habitants méritent l'attention particulière de S. M. avec une suppression absolue,

13 Que de lorsque les transports ont été réglés par les comptes des Flandres, suivant le placards portes, tome second rub. 8, folio 576, il partit que ce bourg et trois divises vierschaire de Steenvoorde payent au delà de la moitié plus que ceux de la ville de Cassel et dépendances.

14 Sur tout quoi ils supplient S. M. de prononcer, puisqu'il n'est pas juste que ceux qui jouissent de tous les avantages qu'ils se sont arrogés soient moins imposés que ceux à qui ils ont arraché les avantages dont ils jouissoient cy-devant.

15 Finalement nous demandons la suppression des intendans qui coûtent des sommes immense: ; à la province, tandis qu'en se reposant du soin de l'administration des affaires publiques sur une multitude de subdélégués, leur grandeur n'est tout au plus propre qu'à figurer à Paris.